

Si ce message ne s'affiche pas correctement, merci de cliquer sur [ce lien](#)

GUYANE COHESION

La lettre d'information de la Politique de la Ville

Jun 2009 , N°22
N° spécial discriminations



12 rue du 14 Juillet BP 691
97336 Cayenne Cedex
Tél. : 05 94 28 79 43
Fax : 05 94 28 79 44
centre-ville.guyane@wanadoo.fr
www.crpv-guyane.org

SÉMINAIRE POUR LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Journée de restitution de deux études menées en Guyane

Le CRPV a été sollicité par l'ACSé pour concevoir une étude exploratoire pour la lutte contre les discriminations.

Objectifs : **mobiliser un réseau de relais et d'experts** auprès des institutions enquêtées et **définir un programme de formation** en matière de lutte contre les discriminations.

Ces travaux, consultables sur le site internet du CRPV, ont été restitués à l'occasion de cette journée de travail qui a bénéficié du soutien de la Mairie de Remire-Montjoly et de la DRIV.

Enquêtes dans les services publics, constat de la méconnaissance de la notion de discrimination

Etude menée par Nathalie Burtin-Dauzan

Les études réalisées, qui se limitent au périmètre de l'île de Cayenne, visent à établir un état des lieux qualitatif de la discrimination en Guyane et notamment à permettre la connaissance des différentes situations d'exclusion et de leurs combinaisons.

Deux directions ont été privilégiées pour la réalisation de ce travail : une enquête auprès des services publics les plus sensibles en matière de repérage et/ou de production de discriminations et une enquête auprès des populations.

La méconnaissance de la définition des processus discriminatoires au sein des institutions enquêtées n'est pas un cas isolé.

La généralisation des mesures pour l'égalité des chances passe avant tout par une meilleure connaissance de la problématique et une adhésion de l'institution dans sa globalité. Cette étude souligne l'identification nette de **besoins de formation et de sensibilisation** sur cette thématique.

L'accès à l'information concernant les droits et devoirs des individus face à la discrimination se révèle inexistante ou inefficace, notamment au sein du service public. **L'installation de la HALDE en Guyane** prévue ce mois-ci est une première initiative pour palier ce manque.

Téléchargez les études [ici](#).

NOUVELLES DU CRPV

La journée de restitution des études sur les discriminations a été l'occasion de présenter la nouvelle équipe du CRPV :

Céline Ronsseray, arrivée au début du mois de mai à la direction du CRPV et Laurence Besançon, chargée de l'Observatoire Local des Territoires en poste depuis fin mars.

EN LIGNE

La base de données "Vers toujours plus d'égalité et de diversité à l'emploi en Essonne - Répertoire de capitalisation et d'information sur des actions en faveur de l'emploi" est désormais disponible sur le site Internet du Centre de Ressources de l'Essonne. Cliquez [ici](#)

Dossier complet sur les discriminations sur le site du Centre, rubrique "documentation": <http://www.crpv-guyane.org>

CONTACT & LIENS



Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances (ACSé)

209 rue de Bercy
75 585 Paris Cedex 12
01.40.02.77.01
Visitez le site.

Délégation

E:/CRPV/.../maquette-juin09.htm

Discrimination et fragmentation socio-spatiale sur l'île de Cayenne

Etude menée par Frédéric Piantoni

L'étude est articulée autour d'une problématique combinant discrimination sociale avec fragmentation spatiale. L'hypothèse centrale repose sur le constat de processus de discrimination attachés à des logiques communautaires héritées de la colonisation et en recomposition depuis les années 1980.

La discrimination revêt des formes diverses, souvent cumulatives, attachées à la nationalité, au groupe socioculturel, au niveau d'études scolaires, à la position professionnelle, à l'accès au logement, aux services public, à l'emploi, à l'accessibilité et à la capacité de mobilité.

L'échantillon repose sur 429 personnes de sept quartiers de l'agglomération de Cayenne (quartiers dégradés, secteurs d'habitat spontané, site d'habitat social collectif), marqués par des formes de précarisation inscrites dans les catégories retenues par la politique de la ville.

Le "filon" pour contourner les discriminations

Les accès à l'emploi, au logement social, aux équipements et aux services publics se caractérisent par la capacité de mobilisation d'un réseau interpersonnel marqué par la dimension d'appartenance socioculturelle. Si les modes de mobilisation, les types d'utilisation sont différents, ce réseau - le « filon » - apparaît comme une stratégie de contournement des pratiques discriminatoires subies, mais en retour, comme lui-même fortement producteur des mêmes effets.



Clichés et panoramique : Frédéric Piantoni, juil.-oct. 2008.

Interministérielle à la Ville (DIV)

194 av. du Pdt Wilson
93 217 Saint Denis la plaine
01.49.17.46.46
Visitez le site.

Les acteurs locaux se mobilisent

A l'occasion de ce séminaire, la nouvelle équipe du CRPV, son Président et la DRIV ont eu l'honneur d'accueillir Catherine Pilon, chargée de mission à l'ACSé et correspondante pour la Guyane ainsi que Michel Didier, responsable du centre de ressource de la DIV.

M. Ganty, Maire de Rémire-Montjoly et de M. Devimeux, secrétaire général de la Préfecture de Guyane ont clairement évoqué que, dans un contexte d'évolution rapide, cette question longtemps ignorée des discriminations, s'impose aujourd'hui avec une acuité et une urgence réelles.

Cette journée de restitution a mobilisé, outre les équipes de la DRIV et des responsables des CUCS, un large panel des institutions étatiques ou territoriales guyanaises.

La visite de l'ACSé et de la DIV a été l'occasion de prendre conscience de la réalité du terrain en Guyane en visitant de nombreux quartiers dans le contexte de **révision de la géographie prioritaire**.

La HALDE s'installe en Guyane

Emile Hassan-Dib, délégué interrégional Antilles-Guyane de la HALDE, a pris ses fonctions en octobre 2008 à Basse-Terre en Guadeloupe. Chargé de sensibiliser les acteurs locaux à l'action de la HALDE et de repérer les initiatives et les partenariats potentiels, le délégué a aussi pour rôle d'informer et d'accompagner les personnes victimes de discriminations dans la constitution de leur dossier de réclamation.



Sans attendre d'y être officiellement installée, la Halde a commencé depuis plusieurs mois à travailler sur certains dossiers guyanais sensibles. L'ouverture sera effective le 5 juin après les visites protocolaires.

Une formation CNFPT en préparation...

A la lumière des conclusions du séminaire, les institutions ont maintenant les outils d'analyse pour la mise en place de formations sur les discriminations. En effet, le CNFPT, la DRIV et le CRPV travaille sur une proposition de formation pour 2009.

Les conclusions tirées lors du séminaire vont permettre d'avancer dans ce sens, même s'il s'agit que du périmètre de l'Ile de Cayenne et que le CNFPT touche la globalité du territoire guyanais.

Pour plus d'informations sur le CNFPT, cliquer [ici](#).



Journée d'information et d'échanges sur la lutte contre les discriminations à la lumière du contexte martiniquais.
Mercredi 24 juin 2009

Pour toute information, contacter le Centre de Ressources Politiques de la Ville de Martinique
Téléphone : 0596 68 64 52
Visitez le [site](#)

ACTUALITES NATIONALES**Louis Schweitzer, président de la Halde a remis son troisième rapport annuel au président Nicolas Sarkozy le 22 mai.**

Trois ans d'existence, troisième rapport annuel. Premier constat, le nombre de réclamations a augmenté de 25% par rapport à 2007. Sur les 7800 réclamations adressées à la Halde en 2008, la moitié concerne des discriminations liées à l'emploi, notamment sur le déroulement de carrière.

Soixante-huit interventions en justice, 42 médiations, 17 transactions pénales sont à mettre à l'actif de la Halde en 2008.

L'origine, source de discrimination

Parmi les premières causes de discriminations notables dans le domaine de l'emploi, interviennent l'origine des plaignants, ce qui comprend leur couleur de peau, leur origine géographique ou la consonance de leur patronyme.

Ensuite, pour 22% des cas, les discriminations sont liées au handicap et à la santé. De même, en dépit d'une législation stricte sur le sujet, la Halde a eu à intervenir pour protéger des salariées licenciées à cause de leur grossesse ou recrutés selon leur religion et leur âge.

Des mesures encore peu suivies

Si l'organisme de Louis Schweitzer se réjouit de d'avoir obtenu des « avancées significatives » il n'en reste que les pratiques discriminatoires ont encore de beaux jours devant elles. Les détracteurs de la Halde jugent ces actions trop anecdotiques et que l'organisme ne sert qu'à justifier l'inaction du gouvernement en termes de lutte contre les discriminations.

Pour plus d'informations, cliquer [ici](#)

Le rapport Sabeg reçoit un accueil mitigé le 7 mai à l'Elysée

Le rapport sur la promotion de la diversité a été jugé décevant par la CFDT. SOS Racisme critique une "absence de propositions fortes".

Le rapport sur la promotion de la diversité remis par Yazid Sabeg, commissaire à la diversité, jeudi 7 mai au président Sarkozy, a reçu un accueil nuancé des syndicats et associations contre le racisme qui critiquent une « absence de proposition fortes ». En revanche le Cran (Conseil représentatif des associations noires de France) a salué ce rapport en estimant qu'il était la marque d'un "volontarisme historique au sommet de l'Etat".

Un éventuel comité scientifique d'éthique permanent

Sur la question très polémique de la mesure de la diversité Yazid Sabeg s'est notamment prononcé en faveur du recueil de **données statistiques** permettant de refléter des critères ethniques, mais sur la base "d'enquêtes anonymes et volontaires". Un "comité scientifique et d'éthique permanent" serait chargé de "valider des procédures de collecte" de ces statistiques. Yazid Sabeg a confirmé son intention de créer des outils pour mesurer la diversité et semble vouloir laisser le dernier mot aux scientifiques présents dans le groupe de travail qu'il a mis en place et qui doivent rendre leurs conclusions fin juin.

Le président de la république doit rendre ses conclusions sur ce rapport d'ici le 15 juin.

Si vous souhaitez vous désabonner, il vous suffit de demander votre radiation à l'adresse suivante :
observatoire-crpv@orange.fr